

ASSOCIATION « LE VILLAGE DE LA ROSSIGNOLE »

465, Rue des Epinettes

12 850 ONET LE CHATEAU

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Gilles TOURNIER
Commissaire aux comptes
9 Avenue Maréchal Joffre

12000 RODEZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

Aux adhérents de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION « LE VILLAGE DE LA ROSSIGNOLE » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

65

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ, le 31 Mai 2024

G. TOURNIER
Commissaire aux Comptes

Gilles TOURNIER
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes
9 av. du Maréchal Joffre
12000 RODEZ

Bilan association médico-social ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	18 518	7 460	11 058	4 984	6 074
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	50 479	45 070	5 409	7 773	- 2 364
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	392 460		392 460	392 460	
Constructions	2 609 865	178 256	2 431 610	2 544 192	- 112 582
Installations techniques, matériel et outillage industriels	646 332	552 551	93 781	108 838	- 15 057
Autres immobilisations corporelles	1 737 242	1 006 210	731 032	604 352	126 680
Immobilisations corporelles en cours	802		802	1 200	- 398
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	2 500		2 500	2 500	
Autres titres immobilisés					
Prêts	18 670		18 670	18 670	
Autres					
TOTAL (I)	5 476 870	1 789 547	3 687 323	3 684 969	2 354
Compte de liaison					
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	328		328	650	- 322
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	26 908	14 481	12 427	58 642	- 46 215
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	23 311		23 311	19 866	3 445
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	300 000	700 000
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	618 396		618 396	1 294 362	- 675 966
Charges constatées d'avance	25 659		25 659	21 190	4 469
TOTAL (II)	1 694 603	14 481	1 680 122	1 694 709	- 14 587
Frais d'émission des emprunts (III)	39 476		39 476	42 400	- 2 924
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	7 210 949	1 804 028	5 406 921	5 422 078	- 15 157

Bilan association médico-social ANC(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	470 000	470 000	
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. dont réserves sous gestion propre			
. Réserves des activités sociales et médico-sociales	987 948	987 948	
. Autres	16 000	16 000	
Report à nouveau	-146 523	-76 436	- 70 087
. dont report à nouveau sous gestion propre			
Report à nouveau activités sociales et médico-sociales	63 430	166 739	- 103 309
Excédent ou déficit de l'exercice	110 158	-173 396	283 554
. dont résultat sous gestion propre			
. dont résultat des activités sociales et médico-sociales			
Situation nette (sous total)	1 501 013	1 390 855	110 158
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		1 119	- 1 119
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 501 013	1 391 975	109 038
Autres fonds propres			
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	1 290	1 654	- 364
TOTAL (II)	1 290	1 654	- 364
Provisions			
Provisions pour risques	157 289	154 053	3 236
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	157 289	154 053	3 236
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 983 568	3 031 810	- 48 242
Emprunts et dettes financières diverses	87	90	- 3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	207 717	184 075	23 642
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	325 108	346 854	- 21 746
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	223 209	274 160	- 50 951
Autres dettes	7 639	37 409	- 29 770
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	3 747 328	3 874 397	- 127 069
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	5 406 921	5 422 078	- 15 157

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Engagements reçus Legs nets à réaliser . acceptés par les organes statutairement compétents . autorisés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à vendre Engagements donnés			

Compte de résultat association médico-social ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	24	30	- 6	-20.00
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales				
. Ventes de prestations de services	10 627	6 242	4 385	70.25
. dont parrainages				
. dont prestations relatives aux activités sociales et medico-sociales				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 160 992	1 131 007	29 985	2.65
. Contributions des autorités de tarification relatives aux Activités sociales et medico-sociales	2 855 716	2 481 136	374 580	15.10
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières		563	- 563	-100
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	9 306	75 557	- 66 251	-87.68
Utilisations des fonds dédiés	363	26 830	- 26 467	-98.65
Autres produits	2 096	5 225	- 3 129	-59.89
Total des produits d'exploitation (I)	4 039 124	3 726 590	312 534	8.39
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	341 211	296 231	44 980	15.18
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	988 331	1 165 415	- 177 084	-15.19
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	159 787	149 379	10 408	6.97
Salaires et traitements	1 612 981	1 557 707	55 274	3.55
Charges sociales	544 538	524 069	20 469	3.91
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	262 342	200 029	62 313	31.15
Dotations aux provisions	3 236		3 236	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	4	110	- 106	-96.36
Total des charges d'exploitation (II)	3 912 431	3 892 940	19 491	0.50
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	126 693	-166 350	293 043	176.16
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	20 927	4 441	16 486	371.22
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	20 927	4 441	16 486	371.22

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	37 423	20 333	17 090	84.05
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	37 423	20 333	17 090	84.05
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-16 496	-15 892	- 604	3.80
RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	110 197	-182 242	292 439	160.47
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	652	6 656	- 6 004	-90.20
Sur opérations en capital	1 119	3 504	- 2 385	-68.07
Reprises sur provisions et transferts de charges				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	1 771	10 159	- 8 388	-82.57
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	283	638	- 355	-55.64
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)	283	638	- 355	-55.64
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 488	9 521	- 8 033	-84.37
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	1 527	675	852	126.22
Total des produits (I + III + IV)	4 061 823	3 741 190	320 633	8.57
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 951 665	3 914 586	37 079	0.95
EXCEDENT OU DEFICIT	110 158	-173 396	283 554	163.53
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales				
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

Annexe

PREAMBULE

L'association Le Village de La Rossignole est une association à but non lucratif qui a pour objet d'assurer l'accueil et l'hébergement des personnes âgées.

L'association assure la gestion de l'EHPAD, Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes "La Rossignole", situé à Onet Le Chateau.

L'association dispose à ces fins des types de ressources principales suivantes :

- dotation de l'ARS allouée pour la section Soins,
- dotation globale du Conseil Départemental allouée pour la section Dépendance,
- produits d'hébergement issus de la tarification aux résidents.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 5 406 920,81 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 110 158,07 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 30/04/2024 par le conseil d'administration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'EHPAD LA ROSSIGNOLE a bénéficié de crédits non reconductibles et financements complémentaires de la part de l'ARS en 2023 :

- Crédits Non Reconductibles pour un montant de 87 178 euros
- Financement complémentaire au titre des mesures Ségur pour un montant de 298 590.74 euros.

LA

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

L'ensemble immobilier constituant l'Ehpad a été acquis en date du 1er juin 2022 pour un montant global comptabilisé en immobilisations pour 3 070 429.88 euros.

Le financement a été réalisé par un emprunt bancaire de 3 000 000 euros sur une durée de 15 ans au taux de 1.19 %.

Les frais annexes liés au prêt, garantie hypothécaire, ont été comptabilisés au compte 481000 pour un montant de 43 862.02 euros.

L'immeuble a été amorti selon les modalités suivantes :

- Gros oeuvre = 1 842 257.93 euros amorti sur 30 ans
 - Second oeuvre = 767 607.47 euros amorti sur 15 ans
 - Aménagement et Agencements = 460 564.48 euros sur 10 ans.
- Total = 3 070 429.88 euros.

Les frais comptabilisés au compte 481000 sont amortis sur la durée du prêt de 15 ans.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 30 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Une provision pour risque social (régularisation de cotisations sociales appelées par la caisse de retraite) a été maintenue au passif du bilan pour la totalité soit 32 622.65 euros au titre des années 2018, 2019 et 2020.

La provision pour la mise en responsabilité de l'association envers une famille a été maintenue pour la totalité soit 100 000 euros. A ce jour, aucune décision de justice n'a été rendue.

Une provision pour impôt latent a été constituée pour un montant de 3 236 euros au 31 décembre 2023.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements été évalué à 16 799.34 euros au 31 décembre 2023.

Hypothèses retenues :

- Age légal de départ 60-64 ans
- Taux de charges fiscales et sociales 43%
- Table de mortalité INSEE 2022
- Turn over moyen
- Pas de convention collective, application du droit du travail.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	58 336	10 662		68 998
Immobilisations corporelles	5 137 605	250 298	1 200	5 386 702
Immobilisations financières	21 170			21 170
TOTAL	5 217 110	260 960	1 200	5 476 870

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	45 579	6 951		52 530
TOTAL I	45 579	6 951		52 530
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	65 673	112 582		178 256
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	1 005 441	113 316		1 118 757
Matériel de transport	18 255	11 460		29 715
Matériel de bureau et informatique	397 193	13 097		410 290
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	1 486 562	250 455		1 737 017
TOTAL GENERAL (I+II)	1 532 141	257 406		1 789 547

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations	2 500		2 500
Prêts	18 670		18 670
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	12 427	12 427	
Autres créances	23 311	23 311	
Charges constatées d'avance	25 659	25 659	
TOTAL	82 567	61 397	21 170

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	491
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	36 792
TOTAL	37 283

ET

Annexe (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	470 000				470 000
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	1 003 948				1 003 948
Dont générosité du public					
Report à nouveau	90 303	-173 396			-83 093
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-173 396	173 396	110 158		110 158
Dont générosité du public					
Situation nette	1 390 855		110 158		1 501 013
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 119			1 119	
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 391 975		110 158	1 119	1 501 013
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		63 430
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association	146 523	
SOLDE	146 523	63 430

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	2 983 568	236 361	891 689	1 855 519
Dettes financières diverses	87	87		
Fournisseurs	207 717	207 717		
Dettes fiscales et sociales	325 108	325 108		
Dettes sur immobilisations	223 209	223 209		
Autres dettes	384	384		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	3 740 074	992 867	891 689	1 855 519

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	232
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	75 215
Dettes fiscales et sociales	179 199
Autres dettes	284
TOTAL	254 930

Annexe (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Garantie donnée sur le prêt CANMP souscrit le 10/06/2022, d'un montant de 3 000 k euros, CRD au 31/12/2023 = 2 723 507.21 euros.

Hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers de rang 1.

Rémunération des cadres dirigeants

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.